

Service prévention des risques anthropiques
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 10 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LANA PAPIERS SPECIAUX II

139 Route de La Wantzenau
BP 10018
67000 Strasbourg

Références : 25-661_SP/AR
Code AIOT : 0006700648

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 novembre 2025 dans l'établissement LANA PAPIERS SPECIAUX II implanté 139, route de La Wantzenau BP 10018 à Strasbourg (67015). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LANA PAPIERS SPECIAUX II
- 139, route de La Wantzenau BP 10018 67015 Strasbourg
- Code AIOT : 0006700648
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société INTERNATIONALE PAPER S.A. a été autorisée à exploiter des installations de la papeterie de la Robertsau par l'arrêté préfectoral du 07 juin 2000. Elles étaient précédemment exploitées par la société IRIDIUM.

La société LANA Manufacture de papier a repris en avril 2003, l'exploitation du site.

Par jugement du 5 juin 2023, la société désormais dénommée S.A.S.U LANA Papiers Spéciaux II a été mise en liquidation judiciaire. L'exploitant a communiqué cette information à l'inspection par mail du 08 juin 2023 et a indiqué la fin des activités du site au 19 juin 2023.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|----------------------|---|--|-----------------------|
| 1 | Cessation d'activité | Code de l'environnement du 01/06/2022, article R.512-39-1 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 2 | Cessation d'activité | Code de l'environnement du 01/01/2023, article R.512-39-2 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 3 | Cessation d'activité | Code de l'environnement du 01/06/2022, article R.512-39-3 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en sécurité du site n'est pas effective.
La consultation sur l'usage futur n'a pas pas été réalisée.
Le mémoire de réhabilitation n'a pas été transmis au préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R.512-39-1 |
| Thème(s) : Autre, Mise en sécurité |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article <u>R. 512-75-1</u>, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article <u>R. 512-35</u>. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article <u>L. 512-6-1</u>, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> |

Constats :

L'exploitant a annoncé par mail du 08 juin 2023 sa mise en liquidation judiciaire et la fin de ses activités le 19 juin 2023.

L'arrêt des activités du site a été constaté lors des inspections du 21 novembre 2023 et du 11 juillet 2024.

Des travaux de démantèlement des infrastructures métalliques sont en cours. Ces travaux occasionnent par endroits des dégâts pouvant remettre en cause la limitation d'accès au site.

Les cuves situées dans la partie est du site qui contenaient des hydrocarbures et notamment du fioul lourd ont été vidées, curées et mises à l'air.

Les transformateurs du site rapatriés au sein de l'usine à l'ouest du site, n'ont pas été évacués à ce jour. Il en est de même du contenu de certaines cuves de produits chimiques. A l'arrière du site quelques produits chimiques sous forme de poudres restent également encore à évacuer.

Les boues contenues dans le second bassin de la station d'épuration du site n'ont pas été évacuées. Les eaux surnageantes ont été analysées et ne présentent de pollution incompatible avec les prescriptions de l'arrêté d'autorisation du site. L'exploitant a indiqué qu'il va procéder dans le jour à venir au rejet des eaux du second bassin selon les prescriptions de l'arrêté d'autorisation du site.

L'alimentation en eau du site est maintenue pour répondre au risque incendie. De même, l'alimentation en électricité basse tension est maintenue dans le cadre des travaux de mise en sécurité.

Le liquidateur a indiqué que le retrait des déchets (produits chimiques liquides contenus dans les cuves et poudres à l'arrière du site) sera réalisé d'ici la fin du mois de novembre. Les boues contenues dans le second bassin de la station d'épuration et les transformateurs restent à évacuer.

La mise en sécurité n'est pas effective.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La mise en sécurité du site est à réaliser. L'ATTES SECUR doit être ensuite transmise à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2023, article R.512-39-2

Thème(s) : Autre, Consultation sur l'usage futur

Prescription contrôlée :

I.-Lorsque l'exploitant initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.

II.-Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le

| |
|--|
| <p>ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p> <p>Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable.</p> <p>En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.</p> <p>(...)</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas procédé à la consultation sur l'usage futur du site.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit procéder à la consultation sur l'usage futur du site.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 3 : Cessation d'activité

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R.512-39-3</p> |
| <p>Thème(s) : Autre, Mémoire de réhabilitation</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article <u>R. 512-75-1</u> et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article <u>R. 512-39-2</u>, l'exploitant transmet au préfet dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article <u>L. 511-1</u> et, le cas échéant, à l'article <u>L. 211-1</u>, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées. Le mémoire comporte notamment : 1° Le diagnostic défini à l'article <u>R. 556-2</u> ; 2° Les objectifs de réhabilitation ; 3° Un plan de gestion comportant : a) Les mesures de gestion des milieux ; b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ; c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux. Pour les installations relevant de l'article <u>L. 181-28</u>, le mémoire décrit les opérations déjà réalisées et celles restant à mettre en œuvre en application des conditions de réaménagement fixées par l'autorisation. Le diagnostic prévu au 1° tient compte des investigations déjà réalisées dans ce cadre et est proportionné aux enjeux du site compte tenu des caractéristiques du milieu environnant et du ou des usages futurs du site. Les mesures de gestion des milieux comprennent au minimum, notamment pour les sols et les eaux souterraines, le traitement des sources de pollution et des pollutions concentrées. Les mesures de gestion sont appréciées au regard des usages constatés ou déterminés pour les terrains concernés, ainsi que de l'efficacité des techniques disponibles dans des conditions économiquement acceptables justifiées sur la base d'un bilan des coûts et des avantages. Pour toute réhabilitation, les mesures de gestion permettent un usage du site au moins comparable à celui de la dernière période d'exploitation</p> |

des installations mises à l'arrêt définitif.

Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire de réhabilitation contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75. Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. L'entreprise fournissant, le cas échéant, l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, prévue au précédent alinéa, peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation. Dans le cas où l'attestation indique que l'installation est à l'origine d'une pollution du sol, des eaux souterraines ou des eaux superficielles et que l'exposition des populations sur ou à proximité du site ne peut être exclue, l'exploitant transmet copie du mémoire de réhabilitation, accompagné de son attestation, à l'Agence régionale de santé et en informe le préfet.

(...)

Constats :

Par jugement du 05 juin 2023, le redressement judiciaire de la société LANA a été converti en liquidation judiciaire. La société a été autorisée par ce jugement à poursuivre ses activités jusqu'au 19 juin 2023. L'arrêt de ses activités a été constaté par l'inspection le 21 novembre 2023.

A ce jour, le mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement n'a pas été transmis au préfet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre le mémoire de réhabilitation du site au préfet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois